

Paris, le 16 juin 2025

Contre la dissolution de la Jeune Garde : on ne dissout pas l'antifascisme

SUD éducation dénonce fermement la dissolution de la Jeune Garde Antifasciste annoncée par Bruno Retailleau à l'issue du conseil des ministres du jeudi 12 juin. Ce choix politique, lourd de sens, s'inscrit dans une inquiétante banalisation des idées d'extrême droite. Plutôt que de combattre les groupes qui diffusent la haine et la violence raciste, le gouvernement cible celles et ceux qui les affrontent.

Les attaques des groupes néo-nazis et identitaires se multiplient et sont de plus en plus violentes sur tout le territoire, elles visent les syndicalistes, les militant·es de gauche, les personnes LGBTQIA+ et les personnes racisées.

Le ministre de l'intérieur est le premier relai des théories racistes de l'extrême droite : rapport sur les Frères musulmans, attaques sur les femmes voilées,... Il a même fallu plusieurs jours pour qu'il daigne réagir aux assassinats islamophobes d'Aboubacar Cissé dans le Gard, puis d'Hichem Miraoui dans le Var.

La dissolution de la Jeune Garde Antifasciste, à sa demande, trahit une volonté d'étouffer une résistance populaire à l'extrême-droite qu'elle incarne depuis plusieurs années.

En agissant ainsi, Retailleau et le gouvernement font le jeu du Rassemblement national : ils valident leur rhétorique sécuritaire, criminalisent les mobilisations sociales et ferment un peu plus l'espace démocratique.

Partout en Europe et dans le monde, le fascisme progresse à la faveur des reculs sociaux, de la répression et du désespoir.

SUD éducation appelle le camp du progrès social à se rassembler largement. Syndicats, collectifs, organisations, citoyen·nes : il est temps de construire une riposte unitaire, populaire et antifasciste, à la hauteur du danger.

Soutien à la Jeune Garde ! On ne dissout pas l'antifascisme.